

LA LETTRE DE GEOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE □ ANCIENS D'OXFORD □ ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS □ ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR □ ASSOCIATION DES SCIENCES PO □ ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ÉTUDES DE L'ARMEMENT □ ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) □ ASSOCIATION DES DIPLOMES DU CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE □ ASSOCIATION DES CENTRALIENS □ ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES □ ASSOCIATION DES DIPLOMES DE L'ESSEC □ INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) □ INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE □ INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE □ INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) □ INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE □ SAINT-CYRIENNE □ ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLOMÉS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Site Internet : geo2000.org

N° 79 – SEPTEMBRE 2012

SOMMAIRE :

P.2

EDITORIAL : A PROPOS DU PROGRES...

RAYMOND DOUYERE

PRESIDENT DE GEOSTRATEGIES 2000

P.3

« LES ENJEUX NAVALS DU PACIFIQUE »

VICE AMIRAL JEAN-LOUIS VICHOT

ANCIEN COMMANDANT EN CHEF DES FORCES DU PACIFIQUE

P.5 *« OU VA LA SYRIE : ENTRE REVOLTE ET GUERRE CIVILE ? »*

JOSEPH BAHOUT

PROFESSEUR A L'IEP PARIS

P.9

« L'ISLAM DE FRANCE DANS LA REPUBLIQUE LAÏQUE »

GILLE KEPEL

PROFESSEUR A L'IEP PARIS

P.11

« PEUT-ON SAUVER L'EUROPE ? »

THOMAS PIKETTY

PROFESSEUR A L'ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS

AGENDA :

20 SEPTEMBRE 2012:

GENERAL ETIENNE COPEL

« QUELLE PART POUR LE NUCLEAIRE EN FRANCE ? »

23 OCTOBRE 2012 :

JEAN-PIERRE RAFFARIN

ANCIEN PREMIER MINISTRE

LE THEME ABORDE SERA PRECISE ULTERIEUREMENT

A propos du progrès

Les progrès techniques, technologiques ou maintenant informatiques, ont toujours constitué de puissants leviers de croissance dans le monde.

A chaque étape d'un progrès ou d'une découverte fondamentale des voix se sont élevées pour en saluer l'arrivée, mais aussi celles des détracteurs mettant en avant les inconvénients engendrés par ces progrès ou inventions.

La controverse actuelle pour l'extraction des gaz de schiste n'échappe pas à la règle. Encensée par les uns qui y voient la solution aux problèmes énergétiques des pays industrialisés en prévision d'un « Peak oil » (épuisement total des ressources de pétrole) dont personne ne peut fixer la date avec certitude. Dénoncée avec force par les écologistes qui fustigent les dégâts faits à l'environnement : pollution des nappes phréatiques, risque de tremblements de terre en raison de l'utilisation du « fracking » (technique de fracturation des roches emprisonnant les gaz de schiste).

Si l'on se réfère aux pays qui ont accordé le droit d'extraire ces gaz de schiste, le bilan est économiquement positif. Ainsi, dans le Dakota du Nord, principal Etat des USA qui exploite ces gaz par ce procédé de fracking, la croissance du PIB a été de plus de 7% en 2011. C'est une exploitation qui se fait à grande profondeur et qui apparemment, pour l'instant, ne provoque pas de dégâts environnementaux. Mais dans l'avenir qu'en sera t'il ?

En France, après une période d'atermoiements, le précédent gouvernement avait autorisé des expériences de recherche et d'extraction sur lesquelles le gouvernement actuel n'est, semble-t-il, pas d'accord. Le Premier ministre vient pourtant d'affirmer que le débat n'est pas clos, au grand dam des mouvements écologistes...

Certains experts estiment que la capacité d'extraction de gaz de schiste dans le sous-sol français (l'un des plus riches en Europe avec la Pologne) représenterait 90 ans de la consommation énergétique annuelle de notre pays.

Cette affirmation mérite réflexion ! Pourquoi se priver d'un tel réservoir énergétique susceptible de doper notre économie ?

Mais comment extraire ces gaz sans utiliser cette technique de fracturation si controversée ?

C'est là qu'intervient la notion de progrès. Il n'y a progrès que si l'invention n'apporte pas plus d'inconvénient que son absence. Or, jusqu'à présent, les inconvénients dénoncés à juste titre par les écologistes apparaissent comme supérieurs au bénéfice à en retirer.

Je crois donc que si le Premier ministre veut réexaminer la problématique avec sérénité, il doit convoquer, non pas une « énième » commission mais engager un vaste débat national, qui pourrait déboucher sur quelques conclusions de bon sens :

- 1- Si l'abondance de cette ressource est avérée, alors oui il faut tenter de l'exploiter.

- 2- L'Etat doit mettre en place un pôle d'excellence de recherche fondamentale (avec les moyens humains, scientifiques et financiers adéquats) afin de trouver une solution alternative à la fracturation actuellement si problématique.

- 3- L'Europe pourrait être partie prenante à cette recherche.

- 4- En aucun cas, notre recherche d'une meilleure utilisation des ressources énergétiques ne doit être abandonnée : mesures d'économie d'énergie dans le bâtiment ancien et dans la construction neuve, développement actif des énergies alternatives comme l'éolien, le solaire ou l'énergie « marée motrice »

La grande conférence environnementale prévue le 14 septembre doit nous permettre de bâtir un véritable « mix » énergétique ...mais qui n'arrête pas le progrès.

Raymond Douyère

LES ENJEUX NAVALS DU PACIFIQUE

Vice Amiral JEAN-LOUIS VICHOT

Le 25 janvier, Géostratégies 2000 a organisé dans les salons du Sénat un petit-déjeuner autour du Vice Amiral Jean-Louis Vichot, Ancien Commandant en Chef des Forces du Pacifique. Expert avisé, le Vice Amiral nous a brossé un tableau détaillé de cette région du monde, insistant sur sa diversité, ses fragilités, mais aussi et surtout sur son formidable potentiel, qui en fait le vivier de la croissance mondiale. Il a expliqué que les territoires de Polynésie et Nouvelle Calédonie constituaient un atout considérable pour la France et a incité le futur gouvernement à ne pas sous-estimer les opportunités de développement, qui s'y multiplient.

Le Pacifique, qui s'étend sur 17 500 kilomètres, de l'Asie du Sud Est à Panama, est sans conteste le plus grand océan de la planète. Il se trouve également du « bon côté », là où le monde du XXIème siècle a basculé. Grâce à ses territoires d'Outre Mer, ses « confettis d'Empire », la France y est bien représentée, se réjouit le Vice-Amiral Jean-Louis Vichot.

Deuxième territoire maritime mondial, avec 11 millions de km², elle compte, dans le Pacifique, 6,5 millions de km² et 500 000 habitants, répartis à 50/50 entre la Polynésie et la Nouvelle Calédonie. Elle peut se targuer d'être le seul Etat Européen du Pacifique, ce qui lui assure un accès privilégié aux enceintes économiques et diplomatiques. Si cet océan recèle de nombreuses richesses, il peut aussi se révéler très dur. Bordé par des zones sismiques et tropicales, il est à l'origine de puissants tsunamis et cyclones, ainsi que du phénomène El Nino, sans oublier les 40^{ème} Rugissants...

UNE CROISSANCE ACCELEREE

La France y a installé un Commandement des Forces maritimes, qui s'appuie sur deux frégates, un hélicoptère et quelques patrouilleurs, et deux commandements inter armées, l'un en Polynésie et l'autre en Nouvelle-Calédonie. Sa plus grande frontière maritime se trouve à l'Est, avec le Chili. A l'Ouest, les Etats riverains sont les Iles Cook et la Nouvelle-Zélande. Depuis la fin de nos essais nucléaires, nos relations se sont nettement améliorées avec tous nos voisins, constate le Vice Amiral Vichot, qui insiste également sur la diversité qui prévaut dans la région. Au niveau culturel, religieux (L'Indonésie est le premier Etat musulman) et économique. Les pays les plus riches côtoient ceux qui ont l'indice de développement humain le plus faible, comme les Iles Salomon ou le Vietnam. Un écart de richesses qui peut provoquer de l'instabilité. Considérée comme l'usine de la planète avec le Chine, le Japon et la Corée du Sud, cette zone abrite des ports gigantesques. Dans le peloton de tête, on trouve 7 ports chinois (dont Hong Kong) et Singapour. Les flux maritimes internationaux les plus importants passent notamment par le Déroit de Malacca et de la Sonde. D'ailleurs, remarque le Vice

Amiral, après le tsunami de mars 2011 au Japon, la France s'est retrouvée en rupture de stocks pour de nombreux composants.

En Nouvelle Calédonie, les mines de nickel se développent désormais avec des capitaux chinois, tandis qu'à Wallis et Futuna, des ressources minières précieuses comme l'or et le cobalt, ont été découvertes dans les grands fonds. C'est un enjeu industriel majeur pour la France et ses deux groupes miniers (Eramet et Euramin, filiale d'Areva), qui peut et doit être exploité, grâce aux compétences et au savoir faire des bateaux de l'Ifremer, insiste le Vice Amiral.

UNE ZONE DE TENSIONS

Sur un plan géostratégique, le Pacifique fait figure de zone éminemment sensible. Les six armées les plus importantes en effectifs y croisent. C'est aussi un endroit de confrontation entre puissances nucléaires déclarées (Corée, Russie et Japon, à qui il manque juste la volonté politique de développer une telle arme) et le dernier lieu d'affrontement de la Guerre Froide, sur le 38^{ème} parallèle. Les champs de mines, les miradors servent toujours de cadre aux échanges de prisonniers. A cause du souvenir de luttes sanglantes (la seconde guerre mondiale) et de rivalités ancestrales (Chine/Japon), les conflits peuvent éclater, comme ce fut le cas entre la Thaïlande et le Cambodge, l'an dernier. En Mer de Chine méridionale, il y a un véritable imbroglio de revendications. Il faut également souligner un réarmement à grande échelle en Asie du Sud Est, première zone d'acquisition de sous-marins de la planète. L'Inde et la Malaisie viennent d'en acheter, précise le Vice Amiral Vichot, qui remarque, par ailleurs, que le nombre de ressortissants français est désormais aussi élevé en Asie (principalement en Chine, en Asie du Sud Est) et au Mexique qu'en Afrique. La sécurité de nos populations constitue un nouvel enjeu de taille. Entre la Chine et l'Inde, les rivalités économiques s'intensifient. Alors que le premier mise tout sur les biens de consommation et le secondaire, le deuxième fait le forcing sur les nouvelles technologies et le tertiaire. Par ailleurs, certains conflits territoriaux ne sont toujours pas résolus.

La question de la prolifération nucléaire est également à l'ordre du jour avec une connexion Iran-Corée du Nord pour le développement de missiles nucléaires, et la Chine et les USA ne cachent pas leur bataille dans la course à l'espace. Toutefois, de nombreux Etats, comme l'Australie (premier partenaire de la Chine), les USA, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Canada jouissent d'une belle stabilité, et perçoivent les effets de la crise économique mondiale d'une manière atténuée, reconnaît le Vice Amiral Vichot, avant de faire le point sur l'équilibre des forces en présence. La Marine de Chine est riche de 500 bâtiments, 600 aéronefs, 5 sous-marins nucléaires d'attaque, bientôt un porte avion, pour un effectif de 250 000 hommes. Elle a pour ambition de devenir une marine de haute mer, passant d'une stratégie de déni d'accès à une stratégie de projection. La Marine du Japon, pour sa part, compte 110 bâtiments, 179 aéronefs, 23 sous-marins, 2 porte-hélicoptères, 44 destroyers, 8 frégates et 46 000 marins. Sa taille est semblable à celle de la France et elle a fait la preuve de son efficacité, lorsqu'elle a dû repêcher tous les morts du tsunami de mars dernier. Le Chili, l'Australie et le Canada occupent également une place de choix pour ce qui est de leur marine. Celle de la Corée du Sud, toutefois, doit maintenir un état de guerre permanent, compte tenu du contexte. La France entretient d'excellentes rapports avec toutes ces marines alliées et amies, se réjouit le Vice Amiral Vichot.

En cette période de campagne électorale, les différents candidats doivent afficher de nouvelles ambitions pour cette région du monde, au formidable potentiel de croissance. Un fantastique réservoir de richesses et d'emplois se cache au fond du Pacifique. De plus, avec le doublement du passage du Canal de Panama, le trafic maritime va augmenter fortement. Les ports français doivent prendre en compte cette évolution, se moderniser et adapter leurs réseaux routiers et ferrés, s'ils ne veulent pas rester au bord du quai, et laisser la voie libre à leurs grands concurrents européens, avertit le Vice Amiral.

Après ce brillant exposé, Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a animé, comme à l'accoutumée, un débat qui a permis des échanges fructueux.

Philippe Caplain : (Sous-directeur de l'administration et de la gestion – Ministère de la Défense- DGA) : Une indépendance de la Nouvelle Calédonie vous paraît-elle crédible ? Quelles en seraient les conséquences ?

Contrairement à la Polynésie Française, les communautés canaques et caldoches vivent séparées. L'échéance du référendum se rapproche. Le rejet de l'indépendance est probable, mais l'inverse est également possible. La Nouvelle Calédonie a des revenus propres, venant notamment de l'exploitation des mines de nickel. Cette indépendance n'amènerait donc pas une baisse du niveau de vie, comme ce

serait le cas en Polynésie française. Dans ce territoire, la population est attachée à la France à plus de 80%, contrairement au gouvernement qui réclame l'indépendance.

Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission Affaires Etrangères, Défense et Forces Armées du Sénat) : Un changement de statut dans nos îles changerait-il notre position maritime ? Le Pacifique est-il l'océan le plus dangereux ?

Les îles françaises du Pacifique sont autonomes. Elles gèrent leurs zones économiques exclusives et les richesses, tirées du sous-sol, profitent aux Polynésiens. Les énergies marines renouvelables (comme les hydroliennes) doivent y être développées, car elles constituent un formidable potentiel. Elles réduiraient le coût de l'énergie, qui occupe une place trop importante dans l'économie de ces pays. La Marine française, quant à elle, défend les intérêts et la sécurité nationale.

La Polynésie est affectée par le changement climatique, on y trouve beaucoup d'îles à peu près au niveau de la mer (7 mètres). Or, les vagues du tsunami au Japon ont atteint 16 mètres... Heureusement, la Polynésie française est peu menacée par les tsunamis de grande envergure.

Christophe Bouchez (Avocat à la Cour – Veil Jourde) : Où en est la situation de la piraterie dans le Pacifique ? Peut-on craindre qu'elle atteigne l'ampleur de celle de l'Océan Indien ?

Il s'agit plus de brigandage maritime, et tout cela est concentré dans le Déroit de Malacca. Toutefois, la zone est désormais sécurisée, grâce à une meilleure coordination entre les Etats pour protéger les flux. Les attaques sont en très forte baisse. En revanche, en Amérique Latine, notamment au large de la Colombie, elles augmentent, liées au trafic de drogue.

Pierre-Louis Cavoleau (Analyste Industriel et Géopolitique ROSES/TEST/ECTI) :

Quid du contrôle du Canal de Panama par une société chinoise de Hong Kong ?

Y a-t-il une menace islamiste en Australie ?

Panama est un Etat souverain, qui prélève des taxes sur le Canal, sous la haute surveillance des Etats-Unis. Ce qui n'empêche pas, par ailleurs, les Chinois de construire une voie ferrée qui va traverser tout l'isthme, pour contourner le Canal. Globalement, Panama est un Etat stable.

L'islamisme n'est pas une menace en Australie, même si c'est un grand pays d'accueil. La sécurité a toutefois été renforcée dernièrement.

Colonel Hassane Saoudi (Colonel de Gendarmerie) : Quelle serait la nouvelle physionomie stratégique du Pacifique, compte tenu des dernières réformes des armées aux USA ?

Le Pacifique n'est-il pas un territoire où la PESD peut s'exprimer en ce moment ?

Pour les Américains, l'avenir du monde se joue dans le Pacifique. Ils y concentrent leurs efforts, avec plus de porte avions, de lanceurs d'engins et de sous-marins nucléaires. Leur première base nucléaire se trouve à Hawaï. Guam joue aussi un rôle prépondérant. Les pays du Pacifique admirent la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD). Pour nous, c'est un formidable outil de réconciliation et cela permet de concilier des approches différentes pour traiter les crises.

Malika Sorel-Sutter : *Quelles actions le futur gouvernement français devrait-il engager dans cette zone ? Quel est l'intérêt de la classe politique pour Mayotte ?*

L'outre-mer est très peu évoqué dans les programmes électoraux et ceci est regrettable, car la France a tout à y gagner en terme de développement économique et d'emplois.

A Mayotte (qui se trouve dans l'Océan Indien), la préoccupation majeure concerne l'immigration maritime clandestine. 2600 personnes ont été interceptées cette année. C'est un véritable enjeu pour notre sécurité.

François Cantegreil (Président Directeur Général de SEMIA) : *Quelle est l'action la plus immédiate à réaliser dans cette zone, pour le prochain gouvernement ?*

Cette zone peut servir de tremplin pour notre développement économique national. Il y a un devoir d'équipement qui est impératif.

Marie-Clotilde Hingray
Propos non relus par intervenant.

« OU VA LA SYRIE ? ENTRE REVOLTE ET GUERRE CIVILE » JOSEPH BAHOUT

Le 21 mars dernier, Géostratégies 2000 a reçu M. Joseph Bahout, professeur à Sciences-Po, chercheur à l'Académie Diplomatique Internationale et consultant permanent au Ministère des Affaires Etrangères.

La crise syrienne, on ne peut plus en parler en termes de révolution, est extrêmement complexe et met en jeu plusieurs acteurs. Ici, nous ne sommes plus dans le cadre de la reproduction à l'identique des révolutions du « Printemps arabe » comme en Tunisie, en Libye ou en Egypte.

Malheureusement, un an après le début des premières manifestations, l'évolution de la crise syrienne prend une tournure très différente de celle qui a permis à la Tunisie, à l'Egypte et au Liban de se défaire de leurs dictateurs.

Pour comprendre le cas spécifique de la Syrie, nous allons aborder trois points spécifiques; sans aller aux racines de la crise, comment en sommes-nous arrivés à cette situation ?

L'équilibre des faibles :

Forces et faiblesses du régime. La crise syrienne s'est enclenchée dans le contre coup de l'Egypte et la Tunisie qui s'étaient déjà débarrassés de leur pouvoir dictatorial et de la Libye en pleine intervention onusienne. Le Bahreïn et le Yémen sont également sous l'emprise de mouvements révolutionnaires. La révolte syrienne commence un peu comme les autres révoltes; le 13 mars 2011 les manifestations s'étendent dans plusieurs villes, la répression est sanglante dans la localité de Deraa, très proche de la frontière jordanienne, ce qui n'est pas anodin, après l'arrestation d'une quinzaine de très jeunes écoliers brutalisés pour avoir tagué sur les murs, par jeu et par imitation des scènes de la place Tahrir du Caire, « *Que chute le dictateur* ». Les enfants sont arrêtés,

affreusement torturés, la plupart sont morts sous la torture par le responsable de sécurité locale Atif Najib qui n'est autre que le cousin germain de Bachar el-Assad. Les explications données aux parents par le pouvoir local font état d'un mépris total de l'être humain et du peuple, mépris qui est dans la culture de la classe dirigeante syrienne en place.

Dès le lendemain, une énorme manifestation éclate au cœur de la mosquée Al-Omari de Deraa, les forces de l'ordre tirent sur la foule, plusieurs morts s'en suivent. Une délégation part pour rencontrer le président en personne, elle obtient quelques concessions et le limogeage du cousin de Bachar. Mais les Hauranis ne vont pas s'arrêter en si bon chemin, euphoriques après la victoire qu'ils viennent de remporter, des milliers d'entre eux envahissent à nouveau la mosquée et réclament l'abrogation de la loi sur l'état d'urgence, en vigueur depuis presque 50 ans. Le fils de l'imam de la mosquée Al-Omari est torturé et abattu devant la foule, les chars envahissent Deraa et le cycle manifestation/répression s'est très rapidement disséminé sur le territoire de la Syrie, essentiellement dans les villes de la périphérie du pays. Au sud, Deraa, limitrophe de la Jordanie, et dans des villages au nord et nord-ouest, proches de la Turquie. Après quelques jours, le territoire dans son ensemble entre dans la rébellion à l'exception des grandes villes Damas, Alep..., berceau de la bourgeoisie sunnite syrienne.

A la différence de la Tunisie et de l'Egypte, le pouvoir est aux mains d'une minorité, les Alaouites issus d'un

schisme chiite et qui contrôle un peuple à 85% sunnite. Les Sunnites sont majoritaires dans le monde arabe. La mosaïque syrienne est peuplée également d'autres minorités : confessions chrétiennes, druzes, ismaéliens....

Nous sommes donc dans une situation très différente des autres pays méditerranéens qui ont fait la révolution. Dans tous ces pays nous avons affaire à une société homogène sans données communautaires ou ethno-communautaires entre gouvernants et gouvernés.

Les ingrédients de la guerre civile qui se profile sont déjà présents. Nous sommes dans une situation d'équilibre de la faiblesse: un pouvoir largement miné mais encore très résistant, une opposition trop faible pour pouvoir renverser le régime dans le rapport actuel des forces, mais qui est devenue assez forte pour ne plus jamais reculer. Les points forts du régime actuel: malgré 12 mois de répression extrêmement brutale, malgré les divergences internes des élites sur la manière de gérer la crise, le pouvoir a réussi à préserver une remarquable cohésion. Aucune défection des élites. Beaucoup de soldats désertent mais les défections sont limitées et ne touchent pas les troupes d'élite, le cœur de l'appareil répressif commandé par Maher, le propre frère du Président.

Les deux grandes villes de la bourgeoisie sunnite : Alep, le poumon économique et industriel et Damas, la capitale et le centre névralgique, n'ont pas bougé. Malgré les récents attentats, malgré une contestation universitaire, il n'y a pas de mouvement de contestation très fort comme à Homs et Hama. La majorité de la classe supérieure sunnite n'a pas vacillé, du moins ouvertement. Néanmoins, on commence à voir des membres de cette classe bourgeoisie financer secrètement la révolution, par pure conviction ou pour acheter leur sécurité future.

Le soutien encore constant de la diplomatie russe et chinoise est un autre facteur de résistance du régime. Malgré un certain agacement de l'attitude de Damas, les Russes ne lâchent pas le régime, outre ses intérêts militaires (base maritime de soutien logistique de Tartous), Moscou redoute le danger islamiste. On retrouve également un retour à l'environnement de la guerre froide avec les deux blocs s'affrontant sur la question syrienne. Ce souffle diplomatique est très positif pour Bachar el-Assad, aucune résolution n'arrive à passer à l'ONU, la Russie et la Chine, sans parler de l'Iran qui est dans l'appui total du dictateur, sont également des pourvoyeurs d'armement, de conseillers techniques et financent le régime en place. Autre facteur déterminant, le régime ne fait plus peur à la grande masse du peuple syrien. L'élite dirigeante était convaincue de la léthargie du peuple et que les syriens avaient intégré les leçons de la terreur de Hama. Cette grosse ville du nord du pays s'était rebellée en 1982 à l'instigation des Frères musulmans. La répression des forces spéciales du régime avait fait de 20 à 25000 morts et pétrifié de peur ses habitants. Une partie de la vieille ville avait été rasée et des mosquées historiques détruites. Depuis quelques mois, les habitants Hama rejoignent à nouveau le

camp de la contestation. La faiblesse du régime est de ne pas avoir vu que le rempart de la peur ne fonctionne plus, un fils ou un père torturé ne suffit plus à empêcher les manifestations, bien au contraire...

L'autre point de fragilité du régime est économique, les ressources commencent à s'amenuiser. La livre syrienne a chuté de 120% en moins de deux mois, les effets sont désastreux sur l'économie locale : une partie de la population vit sous le seuil de pauvreté, plus de chauffage, fourniture réduite d'électricité, manque de matières premières et de denrées alimentaires élémentaires. Le pays est exsangue et peut basculer très rapidement dans une crise humanitaire.

Le troisième point de faiblesse du régime est la démobilisation de la classe dirigeante. Sans faire défection, beaucoup de hauts fonctionnaires traînent des pieds et font un service à minima. Dans l'armée, les suicides des officiers supérieurs, pris dans le dilemme entre obéir aux ordres et tirer sur la foule, sont légion. Aujourd'hui, on estime que le régime tourne à 30% de ses capacités réelles et qu'à terme il ne pourra plus tenir. C'est peut-être sur ce point que comptent plusieurs diplomaties occidentales, essentiellement les Etats-Unis et la France, pour espérer un soulèvement, un coup d'état interne à la Syrie comme sortie de crise.

Forces et faiblesses des contestataires. Les forces du côté des révolutionnaires sont dans la résolution du peuple; la peur du régime n'existe plus. Pour la plupart des manifestants, il n'y a plus de retour en arrière possible, ce serait s'exposer à des répressions terribles, c'est le choix entre la victoire ou la mort assurée.

La seconde force des manifestants est d'avoir pu, malgré tout, mettre en place une représentativité internationale reconnue, de son mouvement : le Conseil National Syrien (CNS). Une conférence des « amis du peuple syrien » s'est tenue récemment à Tunis puis Istanbul. Mais le CNS, fortement soutenu et adoubé par les seuls Qataris et Saoudiens et leurs alliés des pétromonarchies du Golfe, s'est avéré incapable de fédérer toutes les forces de l'opposition syrienne et de plus, sa représentativité est contestée.

La contestation syrienne s'incarne également dans l'Armée Syrienne Libre (ALS), force armée opposée au régime et à l'armée régulière. Un embryon de milice révolutionnaire qui peut-être débouchera sur la guerre civile, si l'on n'arrive pas à contrôler son évolution. Son action se limite aujourd'hui à harceler les forces du régime, mais surtout à protéger les manifestations du peuple syrien.

Le troisième point fort des révolutionnaires est l'arrivée dans ses rangs de plus en plus de membres de la classe supérieure de la société syrienne.

Nous sommes bien dans cet équilibre des faibles, une révolution qui monte en puissance mais qui a encore ses faiblesses et un régime fort qui faiblit. Si le rapport actuel des forces reste en place, si rien ne change d'un côté ou de l'autre, l'affrontement risque de durer encore longtemps.

Sommes-nous déjà dans un état en guerre civile ?

Quel événement pourrait briser ce fragile équilibre et accélérer cet affrontement? C'est soit la donnée économique ou le coup d'état subit, réalisé par une dizaine d'officiers supérieurs dans les postes forts du régime et donc forcément Alaouites puisque ce sont eux qui contrôlent les unités d'élite. Si l'une de ces deux hypothèses ne se met pas en place rapidement, la Syrie va sombrer dans une longue guerre d'usure que l'on pourra désigner d'insurrection longue ou de guerre civile, une guerre civile qui sera propre à la révolution syrienne.

Psychologiquement, les Syriens ont déjà intégré cette guerre civile dans leur esprit, la haine communautaire s'installe, le peuple est armé, le territoire se fragmente... Depuis quelques semaines, tous les spécialistes s'accordent pour constater les trois ingrédients irréversibles qui font naître les germes d'une guerre civile : la militarisation, la territorialisation et la régionalisation.

Le processus de militarisation est basé sur l'ALS, composée de soldats qui ont déserté rejoint l'ALS pour faire le coup de feu. Le chef de cette armée révolutionnaire : Riyad al-Assaad, qui est basé en Turquie et qui n'a aucun lien réel avec le terrain, multiplie les communiqués et essaye de tirer la couverture à lui.

Mais nous sommes loin d'une armée révolutionnaire, l'ALS arrive toute juste à protéger les manifestations du vendredi en se postant sur les toits des immeubles environnants pour empêcher l'armée régulière d'intervenir. Ceci était vrai jusqu'à quelques semaines, depuis, Bachar el-Assad a fait intervenir les chars pour nettoyer ces foyers insurrectionnels. Les déserteurs se sont tous retranchés dans les bastions de la contestation essentiellement dans le secteur d'Idlib, bastions proclamés autonomes. C'est le cas d'Idlib, mais aussi Deraa, et Baba Amr, le quartier rebelle, pauvre, sunnite et islamisant de Homs, proche de la frontière libanaise par où passent les armes et autres ravitaillements. C'est une erreur stratégique de la part de l'ALS qui, au lieu d'affronter l'armée régulière dans un face à face prévisible, aurait dû se contenter d'opérations de guérilla et de harcèlement et chercher un soutien stratégique puissant dans un pays frontalier, ce qui n'est pas encore le cas.

Le processus de militarisation est également soutenu par le Qatar qui a décidé de fournir un armement qualitatif aux rebelles, armement de type missiles, système de transmission, vision nocturne... Néanmoins, ce n'est peut-être pas la meilleure des nouvelles, c'est une incitation externe à la guerre civile et d'autre part ces joujoux sophistiqués risquent de réapparaître d'ici quelques mois dans des mains bien plus dangereuses encore. Comme à chaque brasier de cette ampleur (Irak, Afghanistan,...) des mouvements djihadistes se greffent sur cette armée de libération, des Libyens soutenus financièrement par le Qatar, mais également des djihadistes irakiens, libanais, yéménites, algériens, pour faire le coup de feu et prêcher la croisade.

Quant au second ingrédient de la guerre civile : la territorialisation, il faut se rappeler que la Syrie est un

pays qui depuis longtemps présente un fort régionalisme, avec des compétitions et de la jalousie entre les grandes villes Alep/Damas ou Homs/Hama... Cet élément de culture s'est exacerbé avec la révolution. Les différents territoires commencent à vivre en autarcie, encouragés souvent par le CNS ; au sortir de cette crise, il sera peut-être difficile d'unifier à nouveau la Syrie sur les bases d'avant la révolution.

Le régime voit aujourd'hui des pans entiers du territoire syrien lui échapper. Il y a des zones qui ne sont plus sous contrôle, ni par l'état, ni par les rebelles, uniquement par des milices locales. Ces zones se trouvent pour la plupart sur la périphérie du territoire syrien du côté des frontières syro-turques, syro-jordaniennes, syro-libanaises et syro-irakiennes, c'est-à-dire les quatre fenêtres où s'engouffrent les influences régionales et internationales. Un réseau informel de combattants, de passeurs, de militants, de contrebandiers opèrent sur toutes ces frontières. La Syrie est devenue un lieu de règlements de comptes de beaucoup de pays par Syriens interposés.

Ces poches qui ne sont plus sous contrôle et qui se trouvent réparties aux différentes frontières, sont dans le viseur des pays limitrophes qui placent leurs pions, d'une part par prémunition de leur propre sécurité, mais aussi pour des enjeux politiques. Tout cela est un appel d'air multiple à des forces régionales qui sont en train de s'ingérer dans le conflit et de fabriquer comme au Liban dans les années 70, ou en Irak après 2003, le troisième ingrédient de la guerre civile. Il ne peut y avoir de guerre civile sans l'appui de l'une ou l'autre force régionale ou internationale, qui l'alimente.

Echeveau des relations régionales et internationales

La Syrie est vraiment devenue le grand jeu des relations internationales où se mêlent à la fois le planétaire, le régional et l'arabo-arabe.

Depuis le veto à l'ONU de la Chine et surtout de l'URSS, il resurgit un climat de guerre froide. Le refus de la Chine est un refus de principe sur l'ingérence, celui de la Russie est plus sophistiqué. Un vrai climat anti-occidental est en train de resurgir en Russie de par un sentiment d'humiliation qu'il faut à tout prix laver. La Russie ne veut plus être prise pour un pays du tiers-monde, un pays qui a perdu la guerre froide d'une façon humiliante. L'autre argument est le syndrome libyen, où les occidentaux ont construit sur le dos de la Russie la résolution 1973 pour arrêter le massacre des rebelles libyens, résolution qui a été détournée en croisade Onusienne. La Russie, très présente lors du pouvoir de Kadhafi, est maintenant complètement exclue politiquement et économiquement de la nouvelle Libye.

La Russie possède également un point de ravitaillement et soutien logistique pour sa marine dans un port syrien, la base de Tartous, elle fournit également l'armement et forme les cadres syriens.

Les Russes semblent plus attachés à leurs intérêts stratégiques et militaires qu'au clan Assad. Néanmoins, ils sont bien loin de permettre la mise en

place d'un nouveau pouvoir au service des occidentaux et de l'OTAN. Les conditions d'un renversement de la dynastie en place se feront aux conditions de la Russie qui détient aujourd'hui une des clefs de la négociation. La Russie est dans une position de marchandage, position que la diplomatie française ne semble pas vouloir reconnaître officiellement. Ce climat de guerre froide favorise la prolongation du conflit.

L'autre grand conflit qui est en train de se jouer en Syrie est la rivalité entre l'Islam sunnite et l'Islam chiite. Depuis la chute de Saddam Hussein, ces deux pans de l'Islam sont en affrontement, non pas religieux ou théologique, mais géopolitique et derrière lequel se profile la guerre froide irano-occidentale, irano-golfienne, et plus subtiles et complexes, les relations tendues irano-turques. N'oublions pas les tensions arabo-arabes entre les pays arabes du camp occidental et les autres comme l'Algérie, l'Irak ou le Yémen.

Quelle sortie de crise ?

Pour conclure, toute proposition de solution immédiate est soit naïve, soit irréaliste. A ce jour, il y a deux options possibles. Soit la mission Kofi Annan soutenue par les Russes, encouragée par les occidentaux, et une partie de la classe politique syrienne ainsi que d'une frange de l'opposition, arrive à négocier, d'abord à minima un arrêt des combats puis une période de transition avec la présence de Bachar el Assad, quitte à programmer sa sortie, alors nous pourrions inverser le cours de l'Histoire. Malheureusement j'ai très peu d'espoir dans sa réussite. Si ce plan « Annan », qui fait l'unanimité pour le moment, échoue, la dernière chance d'une sortie de crise ordonnée sera passée et l'on s'engouffrera dans le brasier de la guerre civile où malheureusement plusieurs pays de la région vont s'engloutir et se brûler les doigts

Ce n'est pas une note optimiste pour conclure cette présentation, mais vraiment la dure réalité de la géopolitique.

Suite à cet exposé absolument passionnant, Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a animé le débat.

Pierre-Louis Cavoleau (Analyste industriel et géopolitique ECTI) : *Existe-t-il une répartition par groupe ethnique, religieux dans le conflit actuel ?*

La Syrie est un pays très hétérogène socialement même si il y a une forte majorité sunnite arabe, il y a aussi la composante sunnite-kurde. La Syrie est diversifiée. Elle compte 80 % de sunnites, parmi lesquels on trouve une composante kurde, qui n'est pas arabe, mais qui a un problème historique d'autodétermination avec la majorité arabe. D'ailleurs, l'opposition n'a pas réussi à entraîner la composante kurde avec elle parce qu'elle continue encore de réfléchir en termes extrêmement jacobins, du style « nous sommes tous des syriens ». Dans les 20% restants, vous avez une myriade de tout ce qui existe comme minorités au Moyen Orient. La Syrie et le Liban, un peu moins l'Irak, sont vraiment un

kaléidoscope où l'on retrouve toutes les composantes ethnico-religieuses de la région. Les musulmans, les non-sunnites, parmi eux, évidemment les Alaoui qui sont une branche du chiisme, tout comme les Druzes et les Ismaéliens et toutes les églises chrétiennes. Tel est le paysage. Peut-il expliquer l'évolution du conflit ? De loin, on peut penser que la minorité alaouite s'arc-boute au pouvoir et qu'elle a réussi à attirer auprès d'elle d'autres minorités

En fait, il y a une autre thèse, selon laquelle les chrétiens et les Druzes soutiendraient le régime parce qu'ils ont peur de la majorité sunnite. C'est en partie vrai. Mais, il y a également des alaouites dans l'opposition, à Paris, dans la clandestinité. De plus, beaucoup de chrétiens commencent à prendre leurs distances avec ce régime qui massacre, viole et torture, même des enfants. Cela n'a plus rien à voir avec leurs valeurs. Le danger c'est l'armement et l'enlèvement, avec un risque de radicalisation, notamment au sein des islamistes. Le CNS et les milices syriennes qui sont en train de se constituer ne pourront recruter que sur un socle largement religieux et communautaire. Si ce conflit s'éternise, je n'exclue pas une fragmentation de la Syrie, une éventualité qu'il ne faut pas négliger.

Existe-t-il à terme une possibilité d'éclatement de la Syrie, et dans ce cadre là est-ce qu'il y a un découpage possible, comment pourrait se reconfigurer la région ?

Oui les lignes de fragmentations existent. Elles s'appuient sur le régionalisme. Le vieux rêve d'un état alaouite, déjà présent chez le grand-père d'Assad, n'a pas disparu.

Pour les Alaouites cela signifierait un retour aux années 50. Des conditions inacceptables qui impliqueraient une soumission totale, dans un mini Etat. Pourtant, ils ne l'excluent pas, mais si on rentre dans ce processus de fragmentation cela annonce l'émiettement du Proche Orient sur des bases ethnico-communautaro-tribales. Un futur très inquiétant, horriblement sanglant au Proche Orient, avec des guerres sans fin.

Depuis son élection, Poutine a les mains libres, on sait bien qu'il ne peut pas y avoir de solution autre que russe, compte tenu de sa voix prépondérante à l'ONU, n'y a-t-il pas avant les élections américaines une possibilité pour les russes d'enclencher une solution de sortie de crise.

Quelle est la meilleure solution pour les intérêts occidentaux,

L'optique de la Russie est de ne plus rien céder à l'Occident et ne rien concéder sur la Syrie. La Russie reconstruit sa puissance, Poutine a annoncé dans la presse occidentale un plan de relance de la course aux armements qui est ahurissant. Il veut aussi plus reprendre la main dans plusieurs affaires régionales et internationales. Toutefois, sa capacité est très limitée, c'est un « ours » qui gesticule beaucoup.

Depuis quelques semaines le « niet » russe est moins ferme, on commence à entendre que le départ d'Assad n'est plus inenvisageable, il pourrait être

contraint internationalement. Même si les intérêts occidentaux et la morale peuvent être préservés avec cette solution à la Russe, c'est un pis-aller. On arrête le bain de sang, on chasse le dictateur mais on garde le pouvoir fort, au nom de la stabilité, avec un conseil militaire à l'Égyptienne. Cette solution est frustrante, le choix que les décideurs doivent faire est cornélien. Je ne vois pas le débat en France arriver à ce degré de sophistication.

Quelle est la responsabilité du peuple Syrien dans le fait d'avoir accepté pendant des années la soumission, ce peuple est-il prêt à la liberté et la démocratie ?

Tous les êtres humains naissent aptes à la liberté, je ne crois pas que les Syriens soient moins aptes que d'autres. Aujourd'hui ils montrent beaucoup de courage, ils descendent à mains nues, les adultes, les enfants devant les chars. Pouvons-nous leur dire qu'ils ne sont pas prêts à la liberté ?

Jacques Lutfalla : L'accès de l'Iran à l'arme nucléaire peut-il changer la donne ?

En cas de renversement du régime actuel, quelles conséquences pour Israël notamment s'il y a un risque d'éclatement de la Syrie.

Les avis sont partagés sur le projet de frappe sur l'Iran.

L'Iran est loin d'avoir un porteur nucléaire mais pourrait être nucléarisable d'ici l'automne. S'il devait y avoir intervention, elle serait israélienne et pourrait avoir lieu en juillet. Ainsi, le programme iranien serait retardé de 2 ou 3 ans.

Un affaiblissement de l'Iran réduirait le soutien à la Syrie. Toutefois, si le régime iranien est attaqué, cela peut le galvaniser et le radicaliser encore plus, avec une volonté affichée de partir en guerre partout contre les intérêts occidentaux. Probablement au Liban, les intérêts américains dans le Golfe pourraient aussi être visés. Cette question de la frappe sur l'Iran doit être traitée avec une grande subtilité.

Beaucoup de clichés, parfois même de fantasmes circulent sur Israël. L'alternative idéale, après la chute d'Assad, serait un régime sunnite modéré très allié au Golfe et très dépendant de ses capitaux. Cela n'effraie pas Israël, cela lui donnerait un nouveau souffle. En revanche, si la Syrie éclate et si un pouvoir sunnite radical prend le pouvoir à Damas, Israël deviendrait très inquiet. Il y aurait surenchère sur le Golan, Jérusalem et sur la question des droits palestiniens. Même si aujourd'hui l'establishment israélien avait encore envie de « sauver le soldat Bachar » il ne le pourrait plus.

**« L'ISLAM DE FRANCE DANS LA REPUBLIQUE LAIQUE »
GILLES KEPEL**

Le mercredi 9 mai, Géostratégies 2000 avait invité dans les salons du Sénat Gilles Kepel, chercheur, écrivain et professeur des universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Ce spécialiste du monde musulman, qui vient de publier « Banlieue de la République /Société, politique et religion à Clichy/Montfermeil » et « Quatre vingt treize » a brossé un tableau extrêmement détaillé de l'islam en France. Il a décrit son évolution, les différents courants qui le composent, les remises en question, les doutes et les espoirs des nouvelles générations. Confiant dans la capacité d'attraction et d'intégration de la République, il s'est, par ailleurs, insurgé contre toutes les dérives qui pourraient nuire au principe de laïcité.

Si la question des banlieues et de l'islam est toujours restée au cœur de la campagne présidentielle, elle s'est quelque peu hystérisée avec le démarrage du débat sur la nourriture halal, précise d'emblée de jeu Gilles Kepel. Face au discours de base de Marine Le Pen, les autres candidats sont dans l'obligation de se positionner, et le thème sera repris par Nicolas Sarkozy, mais aussi par François Hollande. Tout en l'occultant. A gauche, le sujet est délicat, il s'agit de communiquer le moins possible, même s'il faut réagir, face à la montée depuis le début des années 2000, d'une identité « halal », construite à partir d'une mimétique du modèle casher.

UNE MUTATION SOUVENT DOULOUREUSE

Depuis le début des années 70, une mutation s'impose. On assiste à une sédentarisation des populations immigrées, avec une arrivée massive des femmes et un boom des naissances sur le sol français.

Pour ces enfants, qui sont de nationalité française, l'arabe n'est plus la première langue. Au départ, le « premier âge de l'islam en France » ou l'« islam des darons », représente encore la soumission, celle des travailleurs immigrés, peu alphabétisés, avec une culture et des traditions musulmanes. La pratique de l'islam n'est pas institutionnalisée, car le passage en France est considéré comme temporaire. La socialisation se fait dans les foyers Sonacotra, par le biais de la syndicalisation communiste, notamment dans les usines Renault. Au début des années 80, la construction de lieux de prières devient un nouvel enjeu. Les organisations islamiques internationales, appuyées par l'Arabie Saoudite, relaient le message. En 1982, suite à des négociations avec Gaston Deferre, les autorités algériennes prennent le contrôle de la Mosquée de Paris et se montrent de plus en plus interventionnistes. Parallèlement, à la fin de cette décennie, l'Algérie bascule dans la guerre civile, et à partir de 1992, se tourne vers un islamisme radical. Tout ceci marque la fin de la suprématie de l'« ère des

Darons », sauf peut-être chez les Marocains, remarque Gilles Kepel.

Elle laisse la place à l'« âge des Frères et des Bleddars ». L'influence de certains pays étrangers sur la population émigrée en France commence à inquiéter les autorités françaises. Après moult consultations, notamment sous la houlette de Jean-Pierre Chevènement, Nicolas Sarkozy installe en 2003 le Conseil du Culte Musulman, une instance consistoriale, interlocuteur des autorités françaises, au même titre que le CRIF ou l'Épiscopat. Toutefois, le contexte s'envenime avec l'affaire Rushdie, le FIS en Algérie et la première controverse sur le voile à l'école, en France. L'Union des Organisations islamiques **en** France, qui dépend des Frères Musulmans, se transforme en Union des Organisations Islamiques **de** France et exerce son prosélytisme au sein de la jeune génération, les exhortant à ne pas se dissoudre dans l'identité laïque. L'UOIF veut marquer son emprise, exercer son contrôle idéologique sur les enfants des Darons. Sa stratégie est gagnante, puisqu'elle est choisie, en 2003, par Nicolas Sarkozy, pour être le pilier du Conseil du Culte Musulman, son référent identitaire. Les dirigeants de l'UOIF sont des Bleddars, ils sont nés en Afrique du Nord, y ont effectué leur scolarisation primaire et secondaire et viennent en France pour y poursuivre leurs études supérieures. Ils ont une vision arabophone et arabisée de l'islam en France et s'opposent aux « Rebeu », les fils des Darons.

ENJEUX IDENTITAIRES

Ces derniers, tous nés en France, veulent secouer la tutelle des « Frères du deuxième âge » ; Ils réclament la justice pour la génération des Pères, qui se sont sacrifiés, et reviennent sur le marché en tant qu'Union de Consommateurs Halal, une nouvelle voie pour affirmer leur identité. « Halal », qui peut se traduire par « licite », recouvre tout ce qui n'est pas interdit. Mais les interprétations divergent. Les plus modérés considèrent que si la viande (à l'exception du porc) est sacrifiée pour Dieu, alors elle est Halal. Les salafistes, très radicaux, prônant la rupture avec la société française, reconnaissent que si la viande est tuée par eux, à la manière des juifs et des chrétiens, elle peut être consommée, tant qu'il ne reste pas de sang. A l'inverse, les plus rigoristes voient l'étourdissement comme une mise à mort et refusent de manger une bête tuée de cette façon. Ils exigent un sacrificateur et des contrôleurs de boucherie, à l'instar du modèle casher. L'enjeu est de s'emparer de la gastronomie française sous le label Halal, reconnaît Gilles Kepel. Une manière de résister à l'Etat français, et à son principe de laïcité, perçu par une majorité de musulmans, comme une machine à ronger le christianisme, et par la même occasion, les musulmans. A l'opposé, les Juifs sont respectés et craints, ils ont su refuser le mariage mixte, marquer avec force leur identité et de nouveaux courants, encore minoritaires, préconisent de suivre leur exemple. Toutefois, pour la plupart de ceux qui ont

réussi socialement, ce combat de l'exacerbation identitaire du Halal n'est plus capital. Ils sont plus « Halal bio », par choix individuel et non pas par désir de rompre avec la société, note Gilles Kepel avant de se pencher sur le dilemme du voile.

Ce dernier n'est pas seulement synonyme de rigorisme religieux, il révèle également un malaise social et politique plus profond. Pour une population souffrant du chômage, cela peut être une compensation. Le monde syndical et le parti communiste ont disparu de ces quartiers, il n'y a plus de patronages, de tissu associatif, qui permettaient la socialisation par l'éducation. La place est donc libre pour les organisations islamiques et salafistes, favorables notamment au Nidjab. Et c'est là un point crucial à résoudre pour le nouveau Président François Hollande, qui ne doit pas décevoir ces jeunes issus de l'immigration, des quartiers populaires, qui ont voté massivement pour lui. Leur participation au système politique se développe. Aux élections municipales de 2008, des élus, venant de familles issues de l'immigration, ont fait leur apparition. C'est le meilleur antidote à l'expression religieuse. La prochaine étape doit être l'arrivée de députés issus, eux aussi, de l'immigration. Sinon, le risque de communautarisme pourrait s'intensifier. Toutefois, insiste Gilles Kepel, il ne doit pas y avoir d'amalgame avec la participation éventuelle des résidents étrangers au scrutin municipal, à laquelle je suis personnellement opposé. Il ne doit pas y avoir de flou entre la notion de citoyenneté et le lieu de résidence, c'est un combat d'une autre époque, inadapté à la situation actuelle.

En revanche, il faut se mobiliser sur la question des cantines scolaires. Si on ne met pas un coup d'arrêt radical, l'éducation va être prise en otage, mise à distance culturellement. Il faut absolument empêcher les collégiens et les lycéens de manger de la junk food kebab, hors des enceintes de leurs établissements, conclut Gilles Kepel qui se veut résolument optimiste sur le fond. Car, même si, pour lui, le CFCM est mort, les conditions sont réunies pour offrir aux couches de la population issues de l'immigration, les moyens de participer à la citoyenneté et à la prospérité du pays.

L'exposé de Gilles Kepel, captivant et détaillé, s'est prolongé, comme à l'accoutumée, par un débat très intéressant, animé par le Président de Géostratégies, Raymond Douyère.

Hassane Saoudi (Colonel de Gendarmerie Royale du Maroc) : Sommes nous en train de récolter le fruit de l'échec de l'intégration ?

Pierre Lepetit (Consultant) : L'intégrisme religieux semble de plus en plus marqué en France. Qu'en est-il vraiment ?

On ne peut pas parler d'échec de l'intégration. Le problème est plus lié à la socialisation. Il ne faut pas avoir peur de l'influence des Pays du Golfe. Le soir du 6 mai, de nombreux drapeaux d'Afrique du Nord flottaient à la Bastille. La foule présente ce soir là voulait certainement démontrer que

le changement allait aussi se manifester au Proche Orient. C'est une interprétation très plausible.

Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat en service extraordinaire. Ancien Préfet de la Région Ile de France) : *Quelle est la situation dans d'autres pays, tel l'Allemagne, où l'origine des musulmans est très différente ?*

Les Turcs suivent un peu le modèle portugais. Ils développent des entreprises familiales et en Allemagne, grâce à l'apprentissage, ils peuvent viser le haut de gamme.

En France, Clichy compte beaucoup de Turcs. Certains ont réussi dans le BTP. Ils privilégient le travail, reléguant l'école loin derrière. En revanche, les Algériens surinvestissent sur les études, ce qui peut créer des frustrations en cas d'échec et expliquer le succès du salafisme. Le scénario est le même chez les Harkis, les Kabyles, tous ceux, qui, en somme, ne sont pas assez structurés.

Raymond Douyère : (Président de Géostratégies 2000) : *Quelle est votre opinion sur les mariages mixtes ?*

En Europe, la France détient le record des mariages mixtes. Dans la doctrine islamique, on a le droit d'épouser une femme juive ou chrétienne. Simplement, les enfants doivent suivre la religion du père. Toutefois, les musulmans considèrent désormais qu'il n'y a plus de chrétiens, qu'ils sont devenus impies. C'est pourquoi ils réclament la conversion de la femme. Ce problème en dévoile d'autres, encore latents. Par exemple, celui de l'enclavement. Pour se rendre à Clichy, Montfermeil, il faut 1h30 de trajet pour seulement 15 kilomètres. Ces communes sont perçues comme des enclos de protection et de solidarité. Et ceci grâce à l'action des organisations islamiques, qui ont une légitimité morale, puisqu'elles ont sorti beaucoup de jeunes de la toxicomanie.

Il faut inverser la tendance. Croire en la capacité d'attraction et d'intégration de la République. Dans la vie politique, il ne faut plus miser sur les emblèmes (comme avec Rachida Dati et Najat Vallaud-Belkacem) mais sur la normalisation. Nous devons être porteurs du dynamisme de notre pays.

Marie-Clotilde Hingray
Propos

non

relus

par

intervenant.

**« PEUT-ON SAUVER L'EUROPE ? »
THOMAS PIKETTY**

Le jeudi 5 juillet, avant la coupure estivale, Géostratégie 2000 a reçu Thomas Piketty, Professeur à l'Ecole d'Economie de Paris, autour d'un petit-déjeuner organisé dans les Salons du Sénat. Ce directeur d'études à l'EHESS, lauréat en 2002, du Prix du meilleur jeune économiste, s'est clairement prononcé en faveur d'une Union politique européenne renforcée, seul remède efficace, selon lui, à la crise de l'euro. Conscient des réticences à surmonter, notamment en matière de souveraineté nationale, il a salué les initiatives allemandes et a exhorté la France à faire preuve de courage politique, en soutenant des réformes institutionnelles, vitales pour l'avenir de l'Union.

Je suis extrêmement triste de voir l'Europe s'enliser dans la crise financière internationale et ne pas parvenir à jouer le rôle qui lui revient. Pourtant, avec un PIB de 12 000 milliards d'euros, l'Europe constitue la première puissance économique mondiale, martèle Thomas Piketty, qui relativise, par ailleurs, la faillite grecque. Son PIB ne représente que 2% du PIB global, remarque-t-il, et le stock du patrimoine européen s'élève à six années de PIB. Il est certain, néanmoins, que cette crise révèle un profond malaise. L'Europe doit miser sur un nouveau modèle de développement économique compétitif, tout en conservant un volet social. Le modèle ultra libéral américain a, lui aussi, montré ses limites.

Le dernier sommet européen, fin juin, a déçu les attentes. Certes, la perspective d'une union bancaire est encourageante, puisque cela signifie que le risque bancaire sera déconnecté des finances publiques des

pays. En revanche, le rôle de la Banque Centrale Européenne reste très flou. La question de la mutualisation de la dette publique n'a pas été évoquée, par manque de propositions, notamment française. Une monnaie unique avec 17 dettes publiques différentes ne peut fonctionner, cela entraîne la spéculation sur les taux d'intérêt. Parallèlement, une autre spéculation, encore plus nocive, apparaît. Elle intervient sur les taux d'intérêt relatifs des pays sur leur dette publique. Quand un Etat est pris dans cette spirale, la charge des taux d'intérêt devient insupportable. La Grèce, par exemple, dépense 7 points de son PIB pour rembourser. La récession est au bout du chemin, constate Thomas Piketty, qui regrette que les pays de la zone euro ne puissent plus dévaluer leur monnaie. Cela aurait été la seule arme pour relancer la machine, souligne-t-il.

DES COMPROMIS POLITIQUES INDISPENSABLES

Dans les circonstances actuelles, seule l'unification des dettes publiques arrêtera la spéculation. Jusqu'à présent, la France et l'Allemagne bénéficient encore de taux d'intérêt faibles, mais si l'édifice s'écroule, tout le monde sera entraîné dans le chaos. En revanche, si on mutualise la dette publique, ce qui signifie une perte de souveraineté monétaire, les taux d'intérêt baisseront. Toutefois, avertit Thomas Piketty, pour voir ce projet aboutir, l'Union politique est indispensable. Les Allemands sont favorables à l'élection d'un Président de l'Union Européenne au suffrage universel. Le ministre des Finances, M. Schauble, voit d'un bon œil la création d'une Chambre budgétaire européenne. Il est anormal que ni la France, ni la Commission Européenne, n'aient donné suite à ces initiatives. Evidemment, reconnaît Thomas Piketty, cette nouvelle coopération implique une révolution institutionnelle et Français Hollande a peur de se lancer dans ces réformes. Il y aurait des difficultés à surmonter. Par exemple, comment limiter l'ampleur du partage de la souveraineté ? Il est évident que l'on ne mettrait pas en commun les systèmes de retraite des différents pays, que l'on ne voterait pas un grand budget européen pour l'Education nationale. En revanche, les décisions concernant la monnaie et l'émission de la dette, devraient être unifiées. On souffre, actuellement, de trop d'incertitudes. La Grèce a une dette de 200 milliards d'euros, soit la totalité de son PIB. Pour stopper ces dérives, on doit convaincre les opinions de ne plus faire cavalier seul, ainsi les avantages l'emporteront sur les inconvénients.

MODERNISER ET DEMOCRATISER LES INSTITUTIONS

Il faut partir d'un constat d'échec. La double présidence de la Commission et du Conseil européen n'est pas lisible. Ensuite, le Parlement européen ne pourra pas être la Chambre Budgétaire européenne de la zone euro. Il est constitué de 27 pays dont certains, comme la Grande-Bretagne, refusent toute intégration supplémentaire, tandis que dix autres n'appartiennent pas à cette zone euro. Il est aussi trop vaste, avec ses 750 députés, et déconnecté des Parlements nationaux, qui n'ont pas l'intention de lui céder une once de leur souveraineté. La nouvelle Chambre pourrait être composée de députés de la Commission des Finances du Bundestag, de l'Assemblée Nationale française, italienne... Ils décideraient à la majorité de l'unification de la dette. L'Allemagne, qui a la plus grosse dette, serait le contributeur le plus élevé, et serait suivie de l'Italie, de la France, de l'Espagne, explique Thomas Piketty. Pour amortir cette dette, un fonds de rédemption émettrait de nouvelles dettes. La Chambre budgétaire pourrait voter le solde budgétaire. Si elle s'accorde, par exemple, sur un déficit public européen ramené à 3% du PIB, chaque pays continuerait à s'organiser, voter ses dépenses sur un plan national, en fonction de ses priorités. Et en parallèle, s'il en a vraiment besoin, il pourrait continuer

à émettre une dette nationale, mais avec des taux d'intérêt nettement supérieurs. Avec ce mécanisme, on construirait une souveraineté politique européenne, à partir d'une souveraineté nationale. De toute façon, on ne progressera pas en restant dans la fiction actuelle, met en garde Thomas Piketty. Le Conseil Européen des Chefs d'Etat a toujours lieu à huis clos, personne ne connaît exactement les arguments échangés, c'est un « théâtre ». Ce mode de décision, concernant notamment les renflouements, doit avoir lieu dans un cadre parlementaire, avec des débats publics démocratiques. On passerait ainsi d'une logique d'affrontement à une logique de coopération et de coalition entre différents pays, puisque chaque Etat serait représenté par 20 ou 30 délégués, conclut Thomas Piketty.

L'intervention de Thomas Piketty s'est poursuivie, comme à l'accoutumée, par un débat animé par Raymond Douyère et qui a donné lieu à de passionnants échanges.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *Les décisions du dernier Conseil Européen ne sont pas définitives, puisque soumises à l'approbation des Ministres des Finances des différents pays. Et certains, comme la Finlande, les remettent déjà en cause.*

Tout à fait. Ces décisions sont très floues et ne devraient pas, selon moi, être appliquées telles quelles.

Général Pierre Warmé (Conférencier) : *Comment piloter l'organisation budgétaire européenne que vous préconisez ? Comment contraindre certains pays, comme la Grèce, qui se sont affranchis de la règle ?*

Mon système repose sur du donnant-donnant. Le solde budgétaire est voté en commun et s'impose à tous. Si on veut s'endetter davantage, il faut accepter des taux d'intérêt très élevés.

Jean Louis Pierrel (Responsable Relations Universitaires IBM France, Secrétaire Général Adjoint de Géostratégies 2000) : *Que pensez-vous d'une « renationalisation » de la dette française aujourd'hui détenue à 70% par des non résidents, avec, par exemple, un grand emprunt ?*

Ce serait une solution de repli national. 70% de la dette française est détenue à l'étranger, mais les Français possèdent aussi la même quantité à l'étranger. On ne peut ignorer le niveau international très élevé dans les bilans bancaires. L'idée de garantir les seuls nouveaux emprunts fait son chemin, notamment pour ce qui est du fonds de rédemption prôné par les Allemands.

Charles Culbert (Secrétaire Général du Groupe Ingerop) : *N'y a-t-il pas une antinomie radicale entre une caisse d'amortissement de la dette (type CRDS en*

France) et un déficit budgétaire systématique de 3% par an, vraisemblablement financé par l'endettement ?

En effet, il y a des différences. Il n'est pas réaliste de dire, qu'avec le fonds de rédemption, la dette aura disparu dans vingt ans. Il faut également tenir compte de la conjoncture et de ses aléas. C'est l'autorité politique qui doit définir le rythme du désendettement. Actuellement, la Banque Centrale ne peut racheter de la dette publique européenne. Pourquoi choisir la dette de tel pays plutôt que d'un autre ? Toutefois, on ne peut pas l'accabler, car les institutions européennes ne lui fournissent pas les traités qui lui permettraient d'avoir recours à des solutions plus simples et pertinentes.

Paul Drezet (Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes) : *L'idée d'une Chambre Budgétaire de la zone euro est-elle compatible avec la nécessaire harmonisation fiscale, et plus largement, les prélèvements obligatoires ?*

Les impôts sur les sociétés devraient être harmonisés. La concurrence fiscale entre Etats européens se révèle être un jeu à somme négative, et explique le chômage et le coût du travail trop élevé. Cependant, chaque pays est tenté d'agir à la marge pour attirer les investissements, au détriment des autres (comme l'Irlande).

Stéphane Rozes (Président de CAP) : *Comment faire pour que la politique monétaire actuelle qui fait des coûts du travail la variable de la compétitivité mondiale, soit au service de la qualité et de l'innovation, deux forces pour les Européens ?*

Le grand atout américain, en dépit de ses failles sociales, réside dans ses universités et sa recherche. A mon sens, l'Europe doit fournir un effort d'investissement massif dans cette direction. Les universités doivent améliorer leur efficacité et devenir plus autonomes. La crise financière européenne, malheureusement, nous empêche pour le moment de relever ce défi.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *Qu'en est-il des 120 milliards d'euros mis sur la table, lors du dernier Conseil Européen, pour la reprise de la croissance ? Sont-ils à la hauteur des enjeux ?*

Cela représente très peu d'argent, juste 1% du PIB. De plus, ils existaient déjà, c'est simplement un jeu d'écriture.

Nous devons impérativement parvenir à une harmonisation européenne de l'impôt sur les sociétés, mais cela doit se faire sans augmentation des prélèvements obligatoires. Il faut établir des priorités, car la croissance française est durablement faible, de l'ordre de 1,7%, voire 1% si on prend en compte l'augmentation de la population. Ce scénario est valable pour tous les pays riches, et ne va pas changer dans les trente prochaines années. Ce

pourcentage, s'il semble faible à priori, est tout de même important. C'est une inexactitude de croire que les revenus stagnent, une fausse impression. En tout cas, les prélèvements obligatoires ne peuvent plus continuer à s'accroître. Il n'y a pas de remède miracle, pas de nouvelles recettes budgétaires européennes à attendre.

François Cantegreil (Président de Semia) : *Y a-t-il d'autres pays que la Grèce qui ont manipulé leurs comptes, aidés en cela par une trop grande faiblesse de l'Etat ?*

Oui, il y a eu des manipulations sur la dette publique grecque. Cela fait au moins dix ans que les responsables des statistiques économiques européennes savaient que les chiffres grecs étaient faux. On ne peut plus laisser des pays émettre de plus en plus de dettes dans leur coin, en comptant sur une garantie commune. C'était un système fou.

Toutefois, les comptes privés dans les bilans des banques peuvent cacher des incertitudes encore plus fortes, comme en Espagne et en Irlande. On arrive à des montants hallucinants, et cela peut se répercuter sur la dette publique des Etats, qui sont obligés de recapitaliser. Désormais, chacun est d'accord sur un impératif de transparence. La Banque Centrale Européenne, l'institution la plus à même de superviser les banques, puisqu'elle a les moyens de les recapitaliser, ne peut pas être parfaite. On lui demande beaucoup trop dans le système actuel.

Bruno Moschetto (Economiste) : *Comment faire cohabiter durablement dans un même ensemble deux Etats Nations, dont l'un a un taux de chômage de 5% (Allemagne) et l'autre de 25% (l'Espagne) ?*

Aux USA, il y a encore plus d'écart conjoncturels entre les différents Etats, mais ce n'est pas insurmontable, car il y a un budget et une dette fédérale. Ce qui manque cruellement à l'Europe, où dans les pays plongés dans la crise, les taux d'intérêt s'envolent et où ne peut plus arrêter ce cercle vicieux.

(Intervenant non précisé) : *Où en est, sur le plan intérieur, la réforme fiscale promise pendant la campagne électorale ? Quelle est votre opinion sur les premières mesures annoncées ?*

La modernisation fiscale est capitale en France, mais je ne suis pas très optimiste sur l'ampleur des réformes structurelles. Il n'y aura pas de fusion CSG-Impôt sur le Revenu. La France est le seul pays européen qui n'a pas de prélèvement à la source, et elle en souffre. Ses impôts sur le revenu représentent 2 points et demi du PIB. Ailleurs, ils oscillent entre 8 et 10 points. Il faut rebâtir l'impôt à partir de la CSG, avec un barème progressif à la source. On ne peut être opposé à tout, à la fois la TVA sociale et la CSG progressive. Il faut faire des choix, car la charge des cotisations est trop lourde. Pour les bas salaires, une augmentation du Smic net (grâce à des baisses de

cotisations) serait préférable à une faible hausse du SMIC brut, pour le pouvoir d'achat. Quant à l'impôt sur la fortune, il me semble globalement positif, mais je préférerais des taux plus bas, compensés par la suppression des niches (œuvres d'art...)

Marie-Clotilde Hingray
Propos non relus par intervenant.

ONT COLLABORÉ A CETTE LETTRE, OUTRE LES INTERVENANTS DANS LES DÉBATS :

Raymond Douyère / Alice Frauly / Marie-Clotilde Hingray / Jean-Louis Pierrel / Janine Rechter